
Espoir n° 161 - été 2010 –

Intitulé "Nos 18 juns 40", ce numéro rapporte les souvenirs de diverses personnalités gaullistes dont quelques cadets.

On retrouvera ci-après les souvenirs livrés par les quelques cadets qui ont participé à ce numéro.

Espoir n° 161 - été 2010 –.....	1
Pierre Lefranc.....	2
Serge Arvengas	4
Jean-Jacques Demorest	5
Remi Dreyfus	7
Jean d'Escricenne	9
Louis Fossarieu	11
Etienne Laurent.....	13
Pierre Lefranc.....	15
René Lemoine	16
René Marbot.....	18
Aloyse Schiltz.....	20
Tereska Torrès	22
Claude Voillery.....	24

Pierre Lefranc

fondateur de l'Institut
et de la Fondation Charles de Gaulle



La force de l'idée

L'acte du 18 juin 40 est un exemple admirable
de la prédominance de l'idée sur les faits.
Combien sont nombreux ceux qui s'inclinent devant les circonstances.
En elles, ils trouvent toujours le prétexte au renoncement.
Cent fois dans l'histoire, la défaillance est dissimulée
sous la mauvaise raison que la conjoncture, hélas,
s'opposait au triomphe des intentions.
De Gaulle, méprisant les événements qui écrasait tous les
dirigeants, tint sa conviction pour
plus puissante que les premiers et les seconds réunis.
Une conviction, celle d'un homme seul,
ce peut être ou fragile ou le levier qui fait basculer la suite.
Etre fort, suffisamment, pour croire en une certitude
à laquelle tout s'oppose, c'est aller au-delà du courage.
Il fut ainsi quelques individualités peu nombreuses : Galilée, Christophe
Colomb, Pasteur... Ils eurent la force de continuer à croire qu'ils avaient
raison contre l'unanimité de leur époque.
Engagement pris par un seul mais dont la valeur s'imposera année après
année, même aux plus indifférents parce que le choix porte en lui une
vérité que les plus habiles manœuvres ou les plus violentes représailles ne
parviendront ni à dissimuler ni à étouffer.
Déceler la réalité derrière les brouillards et les masques, sans doute nombre
d'intelligences y parviennent ; ainsi en 1940 quelques dirigeants pensaient
que la guerre n'était pas perdue pour la France à condition
qu'elle continuât là où elle disposait encore de moyens, sur les mers,
dans les airs, en Afrique, mais le courage manqua.

Ceux qui avaient connu de Gaulle avant n'ont pas été surpris que la voix qu'on entendit fût la sienne.

Après quelques velléités, les Noguès et autres Mittelhauser se laissèrent impressionner et cédèrent. Leur conviction ne résista pas.

Il n'y en eut qu'un vraiment.

D'où venait sa certitude ? Sans doute de la constatation, que ses prévisions sur la guerre venaient, au détriment de la France, de se révéler justes.

Et aussi d'une profonde révolte qui le saisit à la vue de l'effondrement subit du grand pays qui était le sien.

Ceux qui avaient connu de Gaulle avant n'ont pas été surpris que la voix qu'on entendit fût la sienne ; il avait déjà donné l'impression d'être capable d'aller au bout de ses certitudes.

De surcroît, de Gaulle était membre du dernier gouvernement légitime de la III^{ème} République, et c'est à ce titre de ministre qu'il a assumé la survie de la République.

C'est ainsi que le 25 août 1944 à Paris, à l'Hôtel de Ville, il a pu déclarer : " La République n'a jamais cessé d'être. La France Libre, la France Combattante, le Comité français de la libération nationale, l'ont, tour à tour, incorporée. Vichy fut toujours et demeure, nul et non avenu.

Moi-même, suis le président du gouvernement provisoire de la République. Pourquoi irais-je la proclamer? "

Aujourd'hui l'entreprise de juin 1940, qui a sagement pris place dans les manuels d'histoire, paraît presque naturelle ; peut-être les jeunes ne s'en étonnent-ils même pas : « la France a continué » pensent-ils.

Quel plus bel hommage que celui-là !

C'est bien ainsi. Mais nous qui savons la solitude, le dénuement et l'angoisse que cachait cet appel, reconnaissons qu'il est pour nous le plus bel exemple de dignité humaine qu'il nous a été donné de connaître.

Serge Arvengas

Cadet de la France Libre venu du Mexique



Merci mon Général !

Je suis avec mon frère Claude pensionnaire à Saint-Jean de Fribourg en Suisse. Après la déclaration de guerre en septembre 1939, mon père a quitté la Direction du Service de presse du Quai d'Orsay. Grand spécialiste de l'Allemagne où il a fait 10 ans de sa carrière (8 ans à Berlin et 2 ans à Hambourg), il est nommé en Suisse en mission spéciale, il s'y emploie activement.

Connaissant bien les forces en présence il a peu de doutes sur l'issue de ce conflit. Les événements lui donnent malheureusement raison.

Bien que très jeune, à Berlin puis à Hambourg, j'avais vu la montée du nazisme et été choqué par les horreurs qui l'accompagnaient. En 1937 à Hambourg, je réagissais déjà avec mon frère en lacérant les affiches de propagande nazie. Nous ressentions profondément l'humiliation de l'armistice.

Mon père est séduit par l'Appel du 18 juin et son grand message d'espoir. Mais il ne veut pas encore croire qu'un Maréchal de France va collaborer avec l'ennemi nazi. Aussi accepte-t-il sa nomination d'ambassadeur au Mexique. Au vu de la politique menée par Vichy, il va très vite déchanter et sera en 1941 le premier haut fonctionnaire diplomate à refuser de prêter serment à Pétain. Bien que décidé à se rendre à Londres, il doit, pour des raisons familiales, temporiser. Dès que mon père fut en mesure de partir pour Londres, j'ai sauté sur l'occasion. J'étais en première au lycée franco-mexicain et j'avais 17 ans. Mes parents souhaitaient que je passe d'abord mon bachot, mais devant mon insistance, ils finirent par s'incliner.

C'est ainsi qu'au début de 1943, j'ai, avec mon père, quitté le Mexique. Après un passage mouvementé à New-York où dominait encore le courant Giraud, nous avons enfin embarqué pour l'Angleterre. Mon père reçu par le général de Gaulle est nommé Ambassadeur représentant la France Libre en Amérique du Sud.

J'entre pour ma part à l'Ecole des Cadets, Saint-Cyr de la France Libre.

Promu officier, je participe à partir de juin 1944 à toutes les campagnes d'une division américaine en France, Belgique et Allemagne. Le 8 mai 1945 je suis en Westphalie. Je resterai en occupation en Allemagne jusqu'en 1948.

Cet engagement tant souhaité et intensément vécu marquera ma vie.

Merci mon Général !

Jean-Jacques Demorest

Cadet de la France Libre. Venu des Etats-Unis

Je me demande combien de fois je me suis engagé

1940. Etait-ce le 8, 9, ou 10 juin ? Je ne me souviens plus. En tout cas, bien après le passage de Churchill à Tours. Il faisait très beau à Columbus et je traversais le campus de l'Ohio State University où enseignait mon père, et où j'avais récemment obtenu Licence et Maîtrise d'Histoire en attendant de rejoindre Princeton en vue du doctorat. Il était midi. On venait de me communiquer les nouvelles du front, et je reconnaissais enfin que nous étions battus, la France humiliée. Le dernier espoir gisait parmi les morts. Secoué de larmes, je ne pouvais avancer. Là, debout, immobile, seul sur cette immense pelouse tondue, j'ai pleuré comme jamais plus je n'ai pleuré.

Que faire ? Vers le 26 juin j'ai reçu de France la lettre d'une copine d'été. Son message n'était ni triste ni désespéré. Elle m'y parlait d'un certain général de Gaulle et de son Appel du 18 juin et me demandait si je partageais sa conviction du devoir de poursuivre la guerre. Avant de répondre, j'ai dépouillé la presse et découvert en effet que des journaux de New York avaient rendu compte d'un Appel et de son auteur. Ma décision est prise, je vais rallier de Gaulle.

Mais soucieux de respecter leur neutralité qui, entre autres avantages, permettait de ravitailler sans grosses pertes une Grande Bretagne éprouvée, les Etats-Unis avaient fermé leurs frontières (notamment celle avec le Canada d'où partaient les convois de troupes) à tous les Polonais, Hollandais, Français, Tchèques, etc ... déterminés à rejoindre le combat. Bref, comme eux j'étais prisonnier de la neutralité américaine.

Convoqué à Washington après une intervention de mon père devant mon impatience, il était clair qu'il ne serait jamais question de mon passage au Canada pour un départ pour l'Angleterre, mais l'on me pressait de m'engager dans les services secrets américains, ce qui n'était pas mon objectif.

Le soir du dimanche 7 décembre 1941 on fêtait entre camarades la fin des examens dans un petit bar proche de la fac quand, la musique du poste interrompue, une voix très sobre a annoncé par deux fois que le Japon venait d'attaquer Pearl Harbor, dégâts importants, cuirassés en flamme. L'Empereur Hirohito venait de me libérer, et tout le monde pressentait ce qui est arrivé le 11 décembre : déclaration de guerre à l'Allemagne et ouverture peu après de la frontière avec le Canada et par conséquent l'Angleterre.

C'est sur cette réalité que j'ai enfin pu quitter les Etats-Unis au début du printemps 1942. A la gare de Montréal m'attendait le prototype des cicérones voués à me protéger des dangers d'une trop grande liberté de mouvement. Je suis conduit au bureau de la France Libre, genre de petit consulat, où un officier de marine m'a fait signer- un engagement pour la durée de la guerre plus 6 mois, ou était-ce 3 ?

A écrire ceci je me demande combien de fois je me suis engagé.

Dix jours plus tard, réveil avant l'aube. On me dépose à la passerelle d'un paquebot au nom effacé. Je m'avance avec ma grosse valise, et m'apprête à monter à bord quand un jeune homme portant casquette «Western Union » s'approche : « Mr. Demorest ?... I have a telegram for you with prepaid answer ». J'ouvre, deux seuls mots, aucune signature : « Please Reconsider ».Washington ne renonçait pas à m'embrigader. J'ai dit au jeune télégraphiste qu'il n'y avait pas de réponse et j'ai embarqué. Notre convoi est arrivé au large de Liverpool au bout d'environ une semaine. On débarque. Un homme, discret au point du mutisme, me fait signe de le suivre. Il m'amène à la gare. On monte dans un wagon, il ouvre un compartiment, le referme à clef sur nous deux, et commence à lire son journal à une lumière fatiguée. On arrive tôt le lendemain matin dans une gare qui n'est pas celle de Londres ; il y a très peu de voyageurs, mon guide me confie au chauffeur d'une camionnette dans laquelle se trouvent uniquement des étrangers. On pénètre sous une arche portant haut le nom « Patriotic School ».

Là, j'étais appelé au bureau d'un colonel à petite moustache, vif, les yeux pétillants de malice, maniant un français sans accent. Nous avons parlé de la Bretagne et plus particulièrement de la presqu'île de Quiberon où, avec ma famille, j'avais passé de nombreuses grandes vacances à Pontivy. Assez vite j'ai saisi qu'il envisageait de me recruter pour je ne sais quelle opération de je ne sais quelle branche de l'intelligence Service. Je l'ai prévenu qu'il n'était pas question que je serve ailleurs que dans les FFL. Il a précisé qu'il travaillait fréquemment avec des subordonnés du général de Gaulle. Le lendemain, reconvoication avec le colonel. Il me montre une photo de la mini-plage où mes parents avaient acheté un terrain. J'en étais soufflé. Et aussitôt il propose de me faire débarquer en mission sur notre propre bout de terrain. Il m'a fallu toute mon obstination, toute mon inflexibilité naturelle pour refuser l'offre. Et j'en ai profité pour lui demander de hâter ma libération. Il a souri.

Le jour suivant, par un soleil rayonnant, une voiture me déposait au centre Français Libre de Carlton Gardens. Deux jours plus tard le Général me recevait. Une petite leçon à retenir de mes tribulations : à quoi bon un ennemi quand les alliés font si bien l'affaire ?

Remi Dreyfus

Cadet de la France Libre évadé de France

Comment rejoindre l'Angleterre ?

C'était le dixième jour qu'à raison de 50 kilomètres par jour, la troupe à laquelle j'appartenais se dirigeait clopin-clopat vers le sud de la France pour éviter de tomber aux mains des Allemands qui avançaient plus vite que nous vers Paris d'abord puis vers la Loire.



Nous étions partis du Quartier de cavalerie de Rambouillet où je suivais un peloton préparatoire à l'École d'élèves officiers de cavalerie installée à Saumur dans les prestigieux locaux du Cadre Noir. Une école qui se sacrifia dans un baroud

d'honneur héroïque tendant à empêcher- les Allemands de franchir la Loire.

Avant de partir, nous étions allés chercher au dépôt de Satory les camionnettes destinées à nous transporter et qui, faute d'être assez nombreuses, furent finalement réservées au transport du matériel et éventuellement des écopés.

A Satory, je n'ai pas oublié les rangées de canons antichars de 47 mm, un canon qui était à l'époque le plus performant de toutes les armées en lice, un canon capable d'avoir raison de n'importe quel blindage allemand.

Hélas ! Les canons restèrent à Satory faute d'avoir été distribués aux unités combattantes et ce furent les Allemands qui les raflèrent, avec leurs munitions, tout prêts à l'emploi.

Ce dixième jour, ce 18 juin, nous étions fourbus, incapables, faute du moindre équipement, de nous opposer à l'avancée allemande et satisfaits, somme toute, d'avoir échappé à ces armées et de ne pas être prisonniers.

Pendant plusieurs jours, point de radio, point d'informations et aucune chance d'avoir pu entendre l'appel du Général.

Ce n'est que début juillet que j'ai retrouvé à Toulouse une amie parisienne réfugiée dans cette ville et qui avait déjà réussi à prendre contact avec Henri Frenay et la toute petite équipe qui devait devenir le grand mouvement Combat. C'est d'elle que j'appris qu'on pouvait poursuivre le combat Mais le problème fut immédiatement pour moi de savoir comment rejoindre l'Angleterre ? Faisant partie des derniers « appelés », je fus embrigadé dans l'armée de l'armistice dont les Allemands, à l'image de ce que nous avions fait pour eux en 1918, autorisèrent la formation.

A moins de franchir la Manche comme le firent de vaillants Bretons, la seule voie passait par l'Espagne, mais c'était l'Espagne franquiste, alliée aux Allemands et aux Italiens et se faire prendre par la police de Franco c'était le

risque d'être livré à la police française et de finir la guerre... en prison alors qu'on était parti pour se battre. Ce n'est que bien plus tard qu'on sut qu'en se faisant passer pour anglais ou canadien, on évitait le retour forcé dans la France de Pétain.

Le problème fut résolu par ... le Commissariat aux Affaires juives

Le 30 août 1941, je fus appelé par le colonel commandant le 11^{ème} régiment de cuirassiers dans lequel je servais avec le grade de maréchal des logis et il m'annonça qu'un décret du gouvernement de Vichy lui ordonnait de démobiliser immédiatement les sous-officiers et officiers juifs devenus intolérables dans l'armée française. Il le fit avec émotion, prenant la peine d'ajouter que cette décision était étrangère aux habitudes de la Cavalerie.

J'ai eu du mal à cacher ma joie de voir s'ouvrir enfin la route de l'Angleterre.

Ma route passa par Font-Romeu où un contrebandier connu pour ses sympathies gaullistes me fit traverser la frontière dans la neige jusqu'aux genoux et me déposa au petit matin dans une ferme espagnole. Mais il restait à gagner Barcelone où le consul d'Angleterre me prendrait en charge.

Les fermiers m'indiquèrent un itinéraire qui pour eux était le moins coûteux.

Il suffisait de marcher une trentaine de kilomètres pour rejoindre le départ d'un petit chemin de fer secondaire qui rejoignait à Manressa la grande ligne Madrid-Barcelone. Cette ligne, à la différence de celle venant de Perpignan, n'était pas contrôlée par la police. J'arrivai donc au consulat sans m'être fait prendre.

Dès mon arrivée à Londres, je signalai cet itinéraire inédit aux équipes de la France Libre qui s'occupaient des réseaux d'évasion de pilotes tombés en France et la police de Franco ne découvrit cet itinéraire que près d'un an plus tard.

Jean d'Escrienne

Cadet de la France Libre évadé de France

En juin 1940, j'ai 17 ans quand se déchaîne la tempête sur la France... Rappelons-nous : après la "drôle de guerre" sans mouvement, où la rigueur de l'hiver avait pris le pas sur la rigueur des combats, après des semaines et des mois de laconiques communiqués qui ne signalaient rien, parce qu'il n'y avait rien à signaler, avait sonné le réveil brutal, par un radieux matin de mai. En quelques jours les Panzers de la Wehrmacht, précédés, survolés, appuyés par des vagues successives de Stukas dans le ciel chaque jour resplendissant de lumière et d'azur, avaient submergé les Pays-Bas, la Belgique, le nord de la France.

Après les premières colonnes lamentables de réfugiés, s'étirant sans fin sur nos routes, ç'avait été la tragédie de Dunkerque. Le coup avait été dur, mais avait dû réveiller- l'Angleterre, après nous-mêmes. C'était en tout cas ce que je pensais. Je pensais aussi qu'on arrêterait les Allemands sur la Somme. Mais la Somme avait été atteinte puis franchie... Sur la Seine, mais la Seine avait été atteinte puis franchie, et Paris, « ville ouverte », occupée sans combat... Sur la Loire, mais la Loire avait été atteinte à son tour... et malgré l'héroïsme des Cadets de Saumur, franchie, elle aussi !

Et c'est pourquoi me voilà donc, dans ce village du Morvan où nous nous trouvions, ma mère et moi, en ce mois de juin 1940, me voilà donc versant des larmes de tristesse et de honte, mais aussi de colère et de rage, tandis qu'arrivaient les premières unités allemandes et que la voix chevrotante de Pétain annonçait aux Français l'armistice, et les invitait à accepter- la défaite ! Cette sensation personnelle d'avoir été mis K.O. et de rester emprisonné comme une sorte d'état second, sans doute en serais-je sorti peu à peu avec le temps, par raison, et aussi grâce à ma jeunesse naturellement optimiste... Mais il y eut, au bout de quelques jours, « l'événement extérieur » qui m'en sortit d'un seul coup, et définitivement !

Le 22 juin, ma mère, qui était en parfaite communauté de sentiment avec moi, mais avait été moins traumatisée par les faits, probablement en raison de son âge, me dit qu'un de nos voisins avait entendu, à une émission française de la BBC, un général français qui n'acceptait pas l'armistice et voulait continuer la guerre aux côtés des Britanniques. Je perçus aussitôt comme une lueur dans les ténèbres.

Avec l'impatience qu'on imagine, j'attendis, tout l'après-midi que vint l'heure de l'émission du soir. Quand elle sonna enfin, pour moi, la lueur devint lumière. Je

me souviens : la grande voix, inconnue jusqu'alors, s'élevait dans le silence et le calme de ce beau soir d'été... Le ton était inhabituel, mais c'était, à n'en pas douter, celui d'un homme droit, d'un chef lucide et décidé. Ce jour-là, il parlait de « l'honneur », du « bon sens », de l' « intérêt supérieur de la Patrie ». Les mots étaient exactement ceux que j'attendais sans le savoir ! Alors, oui, d'un seul coup, adieu les ténèbres et les doutes. Debout ! Et, puisqu'il y a encore un chef français pour qui l'ennemi à combattre était bien celui qui occupait Paris et la France, il n'y avait qu'une voie : combattre et combattre avec lui !

Voilà comment je devins gaulliste et voilà le premier souvenir que j'ai du Général. En ce mois de juin 1940, dans cette France humiliée, bouleversée, déchirée, écrasée, à l'heure où tout ce que je croyais solide avait été balayé, où les valeurs s'écroulaient, où ce qu'on m'avait appris à respecter, à considérer comme l'élite de la nation fuyait ou se terrait, courbait l'échine, battait sa coulpe, implorait l'ennemi, en attendant de chanter ses louanges, le pauvre adolescent que j'étais s'était senti comme un naufragé perdu dans la tempête et prêt à être emporté dans la tourmente...

De Gaulle, à ce moment-là, fut la bouée que me lança le destin. Je la saisis et m'y cramponnai de toutes mes forces.

Et pour ne plus la lâcher, pendant trente ans !

Louis Fossarieu

Cadet de la France Libre

évadé de la Martinique
Nous _sentions toute
la France bouger
en nous
et nous apprêtions
à la faire renaître

La photo de Gaston Viguiet et de moi-même a été prise le 4 juin 1944, c'est-à-dire quatre jours après la sortie de notre promotion « 18 juin ».



Viguiet et Fossarieu

Elle se situe à Kidderminster, charmante petite cité toute proche de notre Ecole militaire de Ribbesford et où nous allions souvent passer nos heures de « quartier libre ».

Mais ce jour-là était extraordinaire et miraculeux : nous étrennions notre tenue toute neuve d'officier.

De nombreux villageois qui nous connaissaient pour nous avoir souvent vus, en tenue d'élève aspirant, égayer les rues et les pubs de leur localité, nous applaudissaient et nous félicitaient chaleureusement. Certains nous invitaient à boire un verre avec eux. Nous n'avions jamais la mauvaise éducation de refuser et notre bonne humeur généreusement abreuvée faisait plaisir à voir.

Dans l'euphorie de nos cœurs tout neufs « l'Appel du 18 juin » retrouvait toute sa résonance. Par la formidable lucidité qu'il portait en lui, il avait éclairé nos pas dans le désastre de juin 1940. Il avait été le point de départ de notre généreuse aventure gaullienne.

Et voilà qu'il se concrétisait autour de ce petit galon d'aspirant plein de certitudes dans le présent et de promesses dans l'avenir.

Certes, nos possibilités immédiates nous paraissaient bien modestes mais nous sentions toute la France bouger en nous et nous apprêtions à la faire renaître. C'était incroyable ! C'était unique au monde !

18 juin 1815 - 18 juin 1940

Les officiers sortis en juin 1944 de l'Ecole militaire des Cadets de la France Libre choisirent pour leur promotion le nom de « 18 juin ». Les autorités de la

région furent naturellement invitées à la cérémonie de baptême et, parmi elles, le général britannique commandant la région, lequel, s'adressant au Commandant de l'Ecole, lui tint à peu près ce langage :

- « Quelle idée généreuse et symbolique de choisir ce nom de baptême pour cette belle promotion ! »

- « Oui, approuve le Commandant, c'est une marque de l'amitié franco-britannique ».

- « En effet, choisir la date anniversaire de la bataille de Waterloo est magnifiquement significatif ! »

Le Commandant, historien de formation, en resta pantois.

L'Ecole des Cadets sera le Saint-Cyr de la France Libre. Elle a assuré la continuité de l'Ecole spéciale militaire. Il en est sorti cinq promotions d'officiers. Un sur quatre d'entre eux est mort pour la France

Etienne Laurent

Cadet de la France Libre natif du Togo

En Angleterre, fin mai début juin 1940, les informations en provenance de France me bouleversaient, je ne pouvais ni les traiter avec indifférence, ni m'y habituer.

Cette débâcle avilissante à tous égards va attenter à notre patrimoine moral et causer des dommages incommensurables à la France devenue une proie que l'envahisseur va dépecer sans aucun état d'âme. Voici les pensées qui m'habitaient depuis mon arrivée en Angleterre, j'ajouterai que les remarques narquoises et quelquefois blessantes de certains de mes camarades du collège, où j'avais repris mes études, n'arrangeaient rien : « Mais où est donc passée la puissante armée française ? », « Quelle débâcle honteuse, n'est-ce pas ? », « Ils ne sont plus aussi fanfarons ces Français ! Par contre, ils sont devenus sans conteste les champions toutes catégories de la course à pied ! » et cette phrase dont je me souviens car elle m'avait blessé : « Nous les Anglais, nous allons nous battre jusqu'au dernier car nous sommes capables de supporter toutes les souffrances pour notre pays. Jamais nous n'abandonnerons notre pays et nos alliés, contrairement aux Français ».

J'avais en ce mois de juin de longues soirées plus tristes les unes que les autres pendant lesquelles je cherchais à ne pas céder au chagrin, à la honte. Quelque chose devait se produire, un signal, un sursaut de la France.

Il ne pouvait pas en être autrement, ce en quoi j'avais tort.

En effet, le 18 juin 1940, en début de soirée, alors que j'écoutais, comme toujours, les informations diffusées par la BBC (British Broadcasting Corporation), j'ai le privilège d'entendre une voix inconnue qui se révélera être celle d'un certain de Gaulle qui déclare que cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France et qui poursuit :

" Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite... à me rejoindre ». « Quoiqu'il arrive, la flamme de la résistance ne s'éteindra pas... ». Mon cœur bat à tout rompre. Si pour certains, le ressort est déjà brisé, ce n'est pas mon cas. La détresse qui m'avait saisi et presque submergé venait de me quitter. Le malheur de la France s'est transformé en espérance.

Ma décision est prise, je vais m'engager dans l'armée de ce général de Gaulle pour combattre les Allemands et si les événements l'imposent, jusqu'à l'extrême limite de mes forces. Je veux prendre ma revanche sur l'affreuse humiliation de la défaite et de la débâcle. Je voulais aussi « rejouer » la partie et la gagner rapidement pour effacer l'image horrible de notre capitulation. Je ne savais

pourquoi, il me semblait que mon père, un Lorrain très patriote, approuvait ma décision.

C'est d'un pas léger que je retournai au collège après avoir posté ma lettre d'engagement au général de Gaulle. La réponse ne se fit pas attendre. Une déception, je suis trop jeune pour pouvoir m'engager, mais par contre je peux rejoindre un camp de jeunes volontaires français près de Brymbach au Pays de Galles.

A la fin de l'année scolaire, je fais mes adieux à mes amis et à ma famille d'accueil. Je suis dans le train qui m'emporte vers le destin que j'ai choisi. Quand reverrai-je ma famille, mes camarades, les lieux que j'aimais ? Retrouverai-je jamais mon insouciance ?

Avec le recul du temps et à l'heure présente, il m'arrive de m'interroger sur les motivations qui m'ont conduit à rejoindre les forces du général de Gaulle et, de nouveau, l'idée dominante était la honte que j'éprouvais à l'approche de notre inéluctable défaite et j'ajouterai l'ardent désir de revanche pour redonner à la France la place qui était la sienne au sein de l'Occident.

Pierre Lefranc

Cadet de la France Libre évadé de France

Je n'ai pas entendu l'appel du 18 juin mais celui-ci fut mentionné dès le lendemain dans la presse qui continuait à paraître dans le sud de la France. Devant l'ampleur du désastre national la honte, la tristesse et la colère étaient



vains. Puis il y eut le coup d'état du 10 juillet à Vichy lorsque le parlement, renonçant à ses droits et à ses devoirs, abdiqua et confia la France au vieux Maréchal défaitiste et ambitieux, marquant ainsi le début des abandons. Ensuite se produisit le choc insupportable de la vision du premier soldat ennemi violant Paris et insultant de ses croix gammées le Palais Bourbon et la tour Eiffel.

Dans cette nuit profonde tombée sur les âmes et le pays, seul cet inconnu, de Gaulle, avait allumé une petite flamme qui permettait de croire à l'avenir. Alors l'affreux désespoir se transforma en une froide résolution.

Ce fut alors que nous organisâmes la manifestation du 11 novembre 1940 face aux mitraillettes et aux grenades des profanateurs. Ce jour-là le Général était présent avec nous sur les Champs-Élysées tendant la main aux blessés et je pus répondre à l'officier allemand qui, dans une cellule de prison, m'interrogeait entre deux claques humiliantes que l'on donne à un garnement : « Nous sommes les soldats du général de Gaulle ». Ce qui lui parut certainement, vu notre situation, prétentieux et ridicule.

De ce jour s'ouvrit devant nous le long chemin semé d'enthousiasmes, de découragements, de peurs, de joies, de deuils et de larmes qui aboutit, sur ces mêmes Champs-Élysées, quatre années plus tard, à la gloire de la Libération.

René Lemoine

Cadet de la France Libre évadé de France

C'est dans la Creuse, à Fresselines où j'étais réfugié, que j'entendis l'Appel chez le curé qui écoutait la BBC. Confusément, j'ai dû penser qu'il fallait y répondre.



Quelques jours plus tard, j'ai dit à mon père que J'allais retourner- chez nous pour voir si la maison avait été détruite ou pillée.

Mon père ne fit pas d'objection et je me mis en route.

Arrivé à la ligne de démarcation — qui existait déjà — que seuls les Belges étaient autorisés à franchir, je m'embarquais

donc sur le premier camion belge venu, jusqu'à Soissons où je retrouvais heureusement la maison intacte. La famille me rejoignit en juillet. Le lendemain, voyant comme tous les jours une compagnie d'Allemands défilé dans notre rue en chantant, je fis part à mon père d'un projet déjà longuement mûri : « Aujourd'hui ils paradedent mais si demain tout le pays en armes se soulevait, pas un en réchapperait ». Mon père me répondit : «Tu as peut-être raison mais cet hiver nous allons claquer du bec, il y a du doryphore dans le jardin, tu as intérêt à t'en occuper. Et tout de suite ».

Le 2 août au matin, sous prétexte d'aller à une messe à la mémoire des élèves de mon collègue morts pour la France, je partis avec une petite valise et 60 francs en poche, direction l'Espagne.

Arrivé au Boulou avec un camarade de rencontre qui lui aussi voulait rejoindre Londres, nous traversâmes la frontière pour être rapidement arrêtés par les militaires espagnols. Renvoyés en France, la gendarmerie nous conduisit le 10 août à la prison de Perpignan où trois semaines après le Tribunal nous condamnâ à un mois ferme et 100 francs d'amende.

Trois jours après notre sortie, seconde tentative, arrestation à Figueras, Carcel Modelo à Barcelone et finalement le camp de concentration de Miranda de Ebro. Renvoyé en France dans un convoi dont 60 furent dirigés sur Pau et 50 sur Toulouse, je risquais comme récidiviste un an de prison. Heureusement, le juge d'instruction rendit une ordonnance de non-lieu.

Et c'est ainsi que deux semaines plus tard, je me lançai dans une troisième tentative avec un jeune camarade de 16 ans, sous les pseudonymes de Richard White et Lewis Cox — le truc pour être expulsé sur Gibraltar. Arrêtés à Gérone, de nouveau Carcel Modelo et pour Lewis, vu son jeune âge, direction Gibraltar. J'avais remarqué que les officiers étaient mieux traités que les autres, c'est pourquoi je m'étais déclaré cadets du Royal Artillery , c'est ainsi que je fus

interné au Castillo de Monjuich avant, pour la seconde fois, de retrouver Miranda.

René Marbot

Cadet de la France Libre venu du Liban

Pour guide le général de Gaulle

Né à Beyrouth de parents français dont les familles ont participé dès le XVII^{ème} siècle à la création de l'Empire français d'Outre-mer, j'ai été élevé dans l'amour de la mère patrie. L'appel du général de Gaulle le 18 juin n'a pas été entendu à Beyrouth, mais dès le lendemain nous l'avons lu dans la presse et entendu à la radio libanaise. Ma mère – je lui rends ici hommage – son mari et mes deux sœurs ont aussitôt pris parti pour le Général et ont toujours soutenu mon engagement volontaire dans les FFL.



Face à l'incompréhensible passivité de nos gouvernants devant la montée du nazisme, la déclaration de guerre a été accueillie comme une nécessité, et cela d'autant plus que nous avions une confiance absolue dans la puissance de l'armée française. L'arrivée au Liban et en Syrie de

nouvelles forces armées bien équipées qui étaient destinées à s'opposer à une éventuelle offensive allemande vers les puits de pétrole du Moyen-Orient confortait encore notre confiance. Celle-ci était d'ailleurs telle que la vie sociale à Beyrouth était joyeuse et sereine.

Les écoliers de mon âge (j'avais alors 17 ans) vivaient une jeunesse dorée dans un Liban qui nous paraissait être un paradis terrestre. Mais dès le 20 mai 1940, c'est la stupeur. Et quand le 17 juin, le maréchal Pétain, devenu chef du gouvernement, annonce sa décision de cesser le combat, mis à part quelques réservistes, tout le monde au Liban est partisan de continuer la guerre aux côtés des Anglais, conformément à l'accord du 28 mars 1940 engageant les deux pays à ne conclure aucune paix séparée jusqu'à la victoire finale.

Après la signature de l'armistice franco-allemand le 22 juin 1940, les hésitations du général Mittelhauser jettent le trouble chez les officiers qui s'apprêtaient à continuer la lutte. Mais l'attaque de la marine britannique à Mers-el-Kébir a définitivement fait basculer le Liban et la Syrie dans le camp de Vichy. Quelques Français, tel le colonel de Larminat et les Tcherkesses de Collet décident malgré tout de se rallier au général de Gaulle.

Des cellules de renseignements aux alliés sont alors créées et dès octobre 1940, j'appartiens à celle de Maurice Fénikovy dit Labbé.

Mon rôle consiste à créer une troupe de scouts. Ce sera la « 5^{ème} Beyrouth » dans laquelle je fais entrer les fils des officiers supérieurs des forces françaises du Levant. Grâce à eux, j'obtiens gratuitement des tentes, du matériel de camping et même une charrette. Mais le plus intéressant n'est pas là. Ma troupe est bien vue par les principaux chefs vichystes au Levant, car dans tout régime autoritaire, la jeunesse doit être encadrée dans des activités sportives ou culturelles. Certains officiers disponibles animent ces groupes de jeunes. Au Liban, un certain capitaine Guy organise un cours de gymnastique selon la méthode Hébert jusqu'au jour où il passe rejoindre les Forces françaises libres en Palestine, un peu avant le début de la campagne de Syrie. Grâce à la liberté que me laisse la confiance des parents de mes petits scouts, nous nous promenons partout, photographiant divers postes frontières avec leur paysage et leurs casemates.

Pendant les hostilités, ma troupe de scouts fournira brancardiers et aides-soignants aux hôpitaux de Beyrouth.

L'armistice de Saint-Jean d'Acre le 14 juillet met fin à la guerre entre les forces anglaises et françaises libres et les troupes vichystes. Nous restons sans réponse face à cette question : pourquoi le général Dentz a-t-il transformé ce qui aurait pu être un baroud d'honneur en une guerre féroce qui a amené 5 militaires sur 6 et de nombreux civils à quitter le Liban pour ne pas rejoindre la France Libre?

Je peux dire aujourd'hui que j'ai toujours été fier d'avoir, il y a 70 ans, choisi pour guide le général de Gaulle, lui qui a incarné pour la France cette pensée de Paul Cézanne : « Celui qui n'a pas le goût de l'absolu se contente d'une médiocrité tranquille ».

Aloyse Schiltz

Cadet de la France Libre venu du Luxembourg

Un général indomptable

Au moment de l'invasion allemande du 10 mai 1940, j'habitais avec mes frères et sœurs chez mes parents à Ettelbruck, petite ville ancrée aux portes des Ardennes luxembourgeoises.



Un monde s'était soudainement écroulé avec l'occupation du Grand-Duché et l'écrasement de l'armée française. Le 18 juin 1940, au milieu d'un désastre militaire sans précédent, la grande voix solitaire du général de Gaulle se fit entendre à la BBC. En quelques mots irrévocables et quelques phrases courtes et sèches, il annulait la déroute et remettait la France dans la guerre.

Très peu de Français ont entendu l'Appel venu du fond de l'Histoire, mais « *il n'est pas nécessaire que les paroles importantes soient entendues, l'essentiel est qu'elles aient été dites* », écrivait Jean Dutourd.

L'appel de l'homme qui a dit « NON » ne trouvait d'abord guère d'échos dans la presse. Quelques lignes seulement dans le Times et un titre sur une colonne en huitième page du Daily Express. Certains journaux régionaux – qui paraissaient dans la France non envahie par la Wehrmacht – en publiaient des extraits sur une ou deux colonnes. L'Appel était par contre intégralement reproduit dans le Petit Provençal du 19 juin en première page (70 lignes), avec quelques différences de formes et quelques phrases modifiées.

La Voix du Luxembourg avait mentionné le message du maréchal Pétain mais par l'appel du général de Gaulle. Radio-Luxembourg, qui venait de reprendre ses émissions sous le contrôle de l'occupant, ne l'avait pas diffusé non plus. Aucun des 50 000 réfugiés luxembourgeois en France n'aurait affirmé avoir lu l'Appel venu de Londres.

Au début, les ralliements à la France Libre qui, d'après Winston Churchill, ne comprenaient qu'un général indomptable entouré de quelques compagnons animés du même esprit, étaient plutôt rares. Le 11 août 1940, on ne comptait que 94 officiers, 109 sous-officiers et 2 345 soldats, dont ceux revenus de l'expédition de Narvik et des rescapés de Dunkerque.

J'ai 22 ans, lorsque je participe à un acte de sabotage à la suite duquel je m'évade en France non occupée, le 28 août 1941, échappant ainsi à l'arrestation par la Gestapo.

Je traverse clandestinement la ligne de démarcation près d'Arbois dans le Jura et arrive à Lyon, le 3 septembre, avant de me rendre à Montpellier pour ...

échouer aux « chantiers ruraux » de Lunel, Digne et Tauze. Après des semaines pénibles passées en ces mornes lieux, je remonte vers Lyon et m'engage dans la résistance à Vienne.

Ayant obtenu par chance de faux papiers d'identité délivrés par notre chargé d'affaires replié à Vichy, je prends le train pour Perpignan le 4 août 1942, et passe sans problème la frontière franco-espagnole. Au consulat néerlandais à Barcelone, je reçois un visa de transit et me retrouve dix jours plus tard à Lisbonne.

Grâce à la prévenance de l'ambassade britannique, je quitte Lisbonne par hydravion le 2 septembre 1942. Après avoir traversé l'Atlantique, l'appareil fait escale en Irlande du Sud avant d'amerrir près de Southampton. Arrivé à la « Patriotic School », j'y suis longuement interrogé par l'Intelligence Service sur mes origines et le but de ma venue en Grande-Bretagne.

Je me rappelle avoir quitté le Luxembourg, révolté par les méthodes nazies, avec la ferme intention de me rendre à Londres, sans savoir ce qui m'attendait outre-Manche. Je me suis engagé volontairement dans les Forces françaises libres : pour témoigner mon attachement à la France, pour apporter mes services au général de Gaulle et pour défendre les principes de liberté et de démocratie.

Admis à l'école militaire des Cadets de la France Libre en décembre 1942 à Ribbesford dans le Worchestershire, j'en sors avec le grade d'aspirant dans les rangs de la promotion du « Dix-huit juin », le 1^{er} juin 1944. A l'issue d'un stage d'entraînement dans les commandos des parachutistes en Ecosse, je suis affecté au Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) à Londres.

Avec mission d'encadrer les combattants du maquis, je saute en parachute sur les Ardennes en août 1944.

Le 5 septembre 1944, je rencontre non loin de Charleville-Mézières l'avant-garde de la 5^{ème} division blindée américaine avec laquelle je participe à la libération du Luxembourg, le 10 septembre, et à la percée de la ligne Siegfried à Wallendorf le 14 septembre, avant d'être rappelé par le gouvernement luxembourgeois vers la fin novembre 1944 pour former la nouvelle garde grand-ducale.

Tereska Torrès

Volontaire des Forces françaises libres polonaise

L'appel de ce général inconnu

Nous étions réfugiés à Saint-Jean-de-Luz en Juin 40.

Nous avons quitté Paris au début de juin, mes grands-parents et moi, lorsque les Allemands se rapprochaient dangereusement de Paris. Mon père, qui avait vécu en France depuis 1911, était cependant encore polonais.



Dès qu'une armée polonaise en exil fut formée en France après la chute de la Pologne en 1939, mon père s'était engagé comme volontaire dans cette armée. Le 17 juin à Saint-Jean-de-Luz, j'avais appris que la France avait déposé

les armes, j'étais horrifiée du discours de Pétain. Je devais passer mon bachot à Bayonne au lieu de le passer à Paris et je crois l'avoir passé ce jour-là ou le 18 juin.

Je n'ai pas entendu l'appel du 18 juin mais, le lendemain, je marchais dans une rue de Saint-Jean-de-Luz, lorsque je rencontrais une amie de mes parents qui me dit avoir entendu à la radio l'appel d'un général français qui voulait continuer la guerre et qui appelait les Français à le rejoindre. Je pensais aussitôt : « Moi, je veux le rejoindre ».

Je suis rentrée à la maison en passant par le port où j'ai vu des groupes rassemblés qui regardaient partir des barques vers deux navires de guerre. Dans les barques, il y avait quelques jeunes Français qui ramaient vers ces navires britanniques pour rejoindre l'armée qui continuait le combat.

Je voulais partir aussi rejoindre ces navires. Je rentrais à la maison et j'annonçais à ma famille que j'allais partir en Angleterre pour répondre à l'appel de ce général inconnu.

Ma famille poussa des cris. « Quoi ! j'allais abandonner ma mère dans un moment pareil et mes pauvres grands parents alors que nous ne savions même pas où se trouvait mon père et l'armée polonaise ».

En fin de compte, la famille décida de partir au Portugal (nous avons obtenu des visas) où se trouvait un de mes oncles et de là, je pourrais partir à Londres si je le voulais toujours. Je n'ai pas la place de raconter tout ceci mais je l'ai écrit au jour le jour dans mon Journal de guerre : ces journées de Saint-Jean-de-Luz en juin 1940, le Portugal, et mon départ de Lisbonne à Gibraltar, puis un navire de guerre anglais jusqu'à Liverpool après treize jours de voyage. En arrivant en Angleterre, et après un court séjour à Patriotic School, j'ai signé mon

engagement dans le premier corps féminin de la France libre. J'étais la seizième femme engagée.

Après deux semaines d'entraînement avec les ATS à Bournemouth, nous avons enfin rejoint notre caserne de Hill Street à Londres. Les dix premières femmes y furent envoyées pour nettoyer la maison et la préparer pour l'arrivée des quelques vingt premières volontaires françaises de l'armée du général de Gaulle.

Mes motivations ?

C'est simple : je voulais suivre l'exemple de mon père et continuer la guerre. Je voulais rejoindre le général de Gaulle, j'étais fière de lui. J'avais honte du gouvernement de Vichy. Je voulais combattre pour l'honneur de la France. J'étais intensément patriote. Faire partie de l'armée du général de Gaulle était pour moi l'évidence, le seul choix depuis la première minute, lorsque j'avais entendu parler de lui à Saint-Jean-de-Luz, ce 19 juin 1940.

Claude Voillery

Cadet de la France Libre

"C'est la première bonne nouvelle que nous entendons depuis un mois "

En juin 1940, j'habitais avec mes parents à Reykjavik en Islande, où mon père était Consul de France.

Nous étions les seuls Français de l'île et passions nos journées à écouter à la radio les nouvelles de France qui devenaient chaque jour plus dramatiques.

Le 18 juin, mon père était à son bureau, et c'est moi qui lui ai appris qu'un certain « général De Gaulle » avait décidé de continuer le combat et appelait tous les Français à se joindre à lui.

La figure de mon père, qui avait été un brillant combattant de la guerre de 14-18, s'est éclairée et il s'est écrié : « C'est la première bonne nouvelle que nous entendons depuis un mois », et il a immédiatement décidé de se rallier.

C'est ce qu'il a fait peu de temps après en envoyant à Vichy une lettre très « circonstanciée », expliquant qu'il avait honte de la France officielle devant les Islandais et qu'en conséquence, il leur donnait sa démission et ralliait la France Libre.

La réponse n'a pas tardé : révocation sans pension, déchéance de la nationalité française et confiscation de tous ses biens (ce qui n'était pas grave, il n'avait rien...).

Il a été par la suite nommé représentant de la France Libre en Islande, qui était alors d'une grande importance stratégique.

Pour moi, j'ai pu rejoindre l'Angleterre, où je me suis engagé dans les FFL, le lendemain du jour où j'avais passé mon bachot au lycée français de Londres.

Bien entendu, il s'est agi d'une décision personnelle, mais qui ne pouvait faire aucun doute, compte tenu de l'ambiance familiale qui m'entourait. Mais après toutes ces années, je suis heureux d'avoir ici l'occasion de rendre hommage à tous les parents qui, à l'étranger comme en France, ont tout risqué pour la dignité de la France.